

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
SEANCE DU 17 DECEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le 17 décembre, les membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale se sont réunis à l'Hôtel de Ville – Salle du Conseil Municipal pour leurs délibérations sous la Présidence de :

Madame Monique LORES, Vice-Présidente

**ETAIENT PRÉSENTS :**

Monsieur DRUART Frédéric – Monsieur BOURVEN Julien – Madame FONTAINE Sabrina – Madame WANDJI Caline – Madame HOUINSOU Alexia – Madame LOWINSKI Eva – Monsieur BELHOUAS Salem – Madame FADLI Hafida – Madame COHEN Rachel – Madame CHENU Stéphanie

**ETAIENT EXCUSÉS :**

Monsieur Tonino PANETTA – Madame DESPRES Catherine – Madame ROUSSEAU Mireya – Monsieur NORTIER Gilles

**ETAIT ABSENTE :**

Madame KALUZA Monique – Monsieur HUTIN Sébastien

**ETAIT REPRESENTEE :**

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Mathieu VICOONE

**Membres composant le Conseil : 17**

**en exercice : 17**

**Présents : 11**

**Représentés : 0**

**Excusés : 4**

**Absents : 2**

**ONT VOTE : Pour : 11**

**Contre : 0**

**Abstention : 0**

**APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE PROGRAMME DE REUSSITE  
EDUCATIVE ET L'ASSOCIATION CENTRE DE LOISIRS JEUNES**

Dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE), le CCAS de Choisy-le-Roi souhaite accompagner les élèves exclus temporairement de leur établissement scolaire (pour des exclusions comprises entre deux et huit jours).

L'association de la Police Nationale du Val-de-Marne dédiée à la jeunesse, dite « Jeunesse police 94 », propose d'assister le CCAS dans cette mission et de prendre en charge ces jeunes autour d'un accompagnement individualisé, basé sur les besoins du jeune au sein d'un Centre de Loisirs Jeunesse (CLJ), qui est un espace géré par l'association. Une convention est nécessaire pour régir cette action.

Elle prévoit les obligations de chacune des parties :

Pour l'association :

- Diriger, accompagner et adapter spécifiquement la prise en charge et les activités réalisées aux motifs de la sanction, au comportement et aux aptitudes du mineur,

- Informer sans délai la coordinatrice du PRE chargé du suivi de tout manquement de la part du mineur pris en charge.

Pour le CCAS :

- Informer l'association des problématiques rencontrées par les jeunes exclus ainsi que des objectifs à atteindre,
- Transmettre à l'association les éléments suivants :
  - o La date de la prise en charge et amplitude horaire déterminée,
  - o Le rappel des faits, raisons motivant la mesure,
  - o Nom, prénom, date de naissance du mineur, les informations sur son établissement scolaire, sa classe et plus généralement toute information pouvant être communiquée et qui favoriserait la compréhension de la problématique, d'un point de vue global, et la préparation de la prise en charge,
  - o Nom des représentants légaux accompagnant et leur numéro de téléphone,
  - o Nom de/des personnels en charge du suivi de la mesure.

#### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

Où l'exposé de Madame la Présidente,

-Vu le Code général des collectivités territoriales,

-Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L. 227-5 et L. 227-6,

-Vu la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de Programmation pour la cohésion sociale, et notamment son article 128,

-Vu l'instruction du 28 novembre 2014 relative à l'intégration des enjeux d'éducation au sein des contrats de ville,

-Vu l'instruction interministérielle n° Cabinet/2016/334 du 10 octobre 2016 relative au Programme de réussite éducative,

-Vu la délibération n° 012/07 du Conseil d'Administration en date du 20 juin 2007 actant la création du Programme de Réussite Educative au sein du CCAS,

-Vu la délibération n° 2023/37 du Conseil d'Administration en date du 5 décembre 2023 nommant Madame Monique LORES vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale,

-Vu la délibération n° 2023/38 du Conseil d'Administration en date du 5 décembre 2023 attribuant les délégations du Président à Madame Monique LORES vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale,

Considérant la vocation et la volonté du CCAS d'agir à destination de la jeunesse, et notamment des jeunes faisant l'objet d'une mesure d'exclusion scolaire, dans le cadre de sa politique sociale et spécifiquement dans le cadre du programme de réussite éducative,

Considérant qu'une telle action a pour finalité la réintégration du jeune dans un parcours éducatif adapté par le biais d'un accompagnement individualisé, en prenant compte les motifs de la sanction,

Considérant l'action mise en œuvre par l'association Police Jeunesse en matière éducative, et la plus-value apportée par l'action effectuée au sein du CLJ94, afin de compléter la démarche proposée par le CCAS dans le cadre du programme de réussite éducative,

Considérant la mission spécifique du CCAS dans le cadre du programme de réussite éducative de mobiliser l'ensemble des acteurs institutionnels capables de proposer tous les dispositifs de droit commun disponibles sur le territoire,

Considérant la nécessaire cohésion de l'ensemble des acteurs autour de la remobilisation des jeunes pouvant rencontrer des difficultés scolaires ou de comportement, et en soutien de ces derniers,

## **DÉLIBÈRE**

Article 1<sup>er</sup> : Approuve la convention de partenariat entre le CCAS de Choisy-le-Roi et l'association Jeunesse Police du Val-de-Marne, aux fins de prise en charge individuelle de jeunes personnes dans le cadre d'une exclusion scolaire au sein du Centre Loisirs Jeunesse 94.

Article 2 : Approuve les statuts de l'association Jeunesse Police qui gère le Centre Loisirs Jeunesse 94.

Article 3 : Autorise le Président ou la Vice-Présidente à signer la convention ainsi que tous les actes y afférents.

Article 4 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et de sa publication. Le tribunal administratif de Melun peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Fait et délibéré en séance du 17 Décembre 2025



Pour extrait conforme,

Monique LORES  
Vice-Présidente du CCAS

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'M. Lores', with a long horizontal stroke extending to the right.